

**Appel d'offres ouvert**

(passé en application des articles, L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE PORTANT SUR LA REALISATION DU CONCOURS AUX GRANDES ECOLES  
DU VIVANT ORGANISE PAR LE SERVICE DES CONCOURS AGRONOMIQUES ET  
VETERINAIRES (SCAV) D'AGROPARISTECH**

**LOT N° 4 : DEMATERIALISATION ET NUMERISATION DES COPIES DES CONCOURS  
D'ENTREE AUX GRANDES ECOLES DU VIVANT ET POUR LE SUIVI DE L'EVALUATION DES  
ETUDIANTS DES CLASSES AGRO-VETO**

**Marché n° 24CP08**

## **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

# Sommaire

Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur) .....	3
Article 2. Objet du marché.....	3
Article 3. Structuration de l'accord-cadre.....	3
3.1 Allotissement.....	3
3.2 Forme du marché.....	3
Article 4. Pièces constitutives du marché .....	4
Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre .....	4
Article 6. Date de fin de l'exécution.....	4
Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen .....	4
7.1 Détermination des prix .....	4
7.2 Contenu des prix et prix de règlement.....	5
7.4 Révision des prix.....	5
7.7 Clause de sauvegarde .....	5
7.8 Clause de réexamen .....	6
7.9 Prestations similaires .....	6
Article 8. Normes.....	6
Article 9. Considération environnementale .....	6
Article 10. Représentation du titulaire.....	6
10.1 Désignation .....	6
10.2 Remplacement .....	6
10.3 Identification du personnel .....	7
10.3 Comportement du personnel .....	7
10.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel.....	7
Article 11. Obligation du titulaire .....	7
11.1 Obligation d'alerte et d'information .....	7
11.2 Devoir d'informer les modifications en cours d'exécution .....	7
11.3 Assistance technique .....	7
11.3 Obligation de mise à disposition de documents .....	7
11.4 L'exécution des prestations .....	8
Article 12. Délai d'exécution.....	8
Article 13. Obligation de l'acheteur .....	8
Article 14. Vérification et contrôle des prestations.....	8
14.1 Contrôle effectué par le titulaire .....	8
14.2 Vérification des prestations.....	8
14.3 Décision après vérification .....	8
Article 15. Cautionnement.....	9
Article 16. Suivi administratif du marché.....	9

Article 17. Confidentialité .....	9
Article 18. Obligations liées à la conformité RGPD .....	10
18.1 Opérations concernées .....	10
18.2 Rôle des parties .....	10
18.3 Obligations du titulaire.....	10
Article 19. Exécution financière du marché .....	11
19.1 Avance .....	11
19.1.1 Montant de l'avance .....	11
19.1.2 Versement de l'avance .....	11
19.1.3 Remboursement de l'avance.....	12
19.2 Présentation des factures .....	12
19.3 Règlement des sommes dues .....	12
Article 20. Pénalités.....	13
20.1 Pénalité pour l'indisponibilité des appareils permettant la dématérialisation et la numérisation des copies .....	13
20.2 Non-respect du délai d'assistance .....	13
20.3 Non-respect du délai d'exécution de la prestation.....	14
Article 21. Circonstances exceptionnelles .....	14
21.1 Force majeure .....	14
21.2 Imprévision .....	14
Article 22. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire .....	14
Article 23. Responsabilités et assurances .....	15
Article 24. Différends entre les parties .....	15
Article 25. Résiliation.....	15
Article 27. Dérogations au CCAG - FCS.....	15

## Article 1. Acheteur (Pouvoir adjudicateur)

**L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)**

**Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel**

dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau  
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

**L'INSTITUT AGRO DIJON – INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel**

Dont le siège est situé à 42 Rue Scheffer – 75116 Paris, représenté par Madame Anne-Lucie WACK, directrice générale.

## Article 2. Objet du marché

L'objet du marché est un accord-cadre multi attributaire portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires (S.C.A.V) d'AgroParisTech

Les caractéristiques souhaitées pour la prestation en objet du marché sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCATP).

## Article 3. Structuration de l'accord-cadre

### 3.1 Allotissement

La présente consultation est décomposée comme suit :

Le lot n° 1 : Location de salles pour les épreuves écrites du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant

Le lot n° 2 : Location de salles pour les épreuves orales avec un temps de préparation informatique du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant

Le lot n° 3 : Location de salles pour les épreuves expérimentales physique-chimie du concours aux grandes Ecoles du Vivant

**Le lot n° 4 : Dématérialisation et numérisation des copies du concours d'entrée aux grandes Ecoles du Vivant et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto**

Le lot n° 5 : Fourniture, impression et livraison de copies, de documents en couleurs et d'enveloppes de sujet sécurisées pour le concours aux grandes Ecoles du Vivant

### 3.2 Forme du marché

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bon de commandes et forfaitaire, en application des articles R.2162-1 à R.2162-13 à 14 du Code de la commande publique dont le montant maximum annuel pour le lot n°4 est de 130 000 € H.T (ensemble AgroParisTech / Agro Dijon).

Sur la durée totale d'exécution, le montant maximum est de 420 000€ HT.

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)

## Article 4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. Les deux actes d'engagements (ATTRI1) signés des deux parties pour chacun des donneurs d'ordre AgroParisTech et Institut Agro Dijon ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le mémoire technique, le cadre technique de répons et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## Article 5. Durée de validité du marché et début d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement 2 fois pour une durée de douze (12) mois sans que sa durée ne puisse dépasser trente-six (36) mois. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra informer le titulaire dans un délai de 3 mois au moins avant la fin de l'annuité en cours.

A titre indicatif, la notification est prévue courant décembre 2024.

## Article 6. Date de fin de l'exécution

L'accord-cadre prend fin à l'issue d'une durée de trois (3) ans soit trente-six (36) mois à compter de sa notification.

## Article 7. Détermination des prix, montants du marché et clause de réexamen

### 7.1 Détermination des prix

Le présent lot est conclu à prix mixtes, selon le prix détaillé dans l'annexe financière du Titulaire. L'engagement par prix forfaitaire inclut l'ensemble des prestations mentionnées au DPGF pour une durée de 12 mois correspondant à une session d'examens.

#### Les prix forfaitaires sur :

- Le coût de l'assistance technique pour une année
- Le coût de la location des serveurs applicatifs pour une année
- Le coût pour l'utilisation de la licence services applicatifs

#### Les prix unitaires sur :

- Le coût de la numérisation et de la répartition des copies par paquet de cent (100) copies, pour un engagement maximum de 35 000 copies (AgroParis Tech et Institut Agro Dijon confondu).

Le prix des prestations est fixé hors TVA. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)

## 7.2 Contenu des prix et prix de règlement

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

La TVA applicable est celle en vigueur à la date du fait générateur.

## 7.4 Révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé mois « Mo ». Ils sont exprimés en euros HT et à deux décimales.

**Les prix seront fermes pendant la première année d'exécution et pourront faire l'objet d'une révision à la date anniversaire de notification du marché.**

Formule:

$$P_n = P_0 \times (0,20 + 0,80 \times (I_0 / I_n))$$

P<sub>0</sub> : tarif de base indiqué dans le bordereau de prix de l'offre

I<sub>0</sub> : valeur de l'indice INSEE pertinent en lien avec l'objet du marché du mois M<sub>0</sub>

I<sub>n</sub> : valeur de l'indice INSEE pertinent au regard de l'objet du marché au moment de la date anniversaire du marché (si la demande a été effectuée par le Titulaire du marché selon les modalités du marché).

L'indice pertinent est l'indice INSEE de production dans les services – Traitement de données, hébergements et activités, connexes, portails internet (NAF rév. 2, niv. Groupe poste 63.1) – série mensuelle CVS-CJO – France – Base 100 en 2021 – identifiant 010769267

A chaque révision de prix, la facture du premier mois révisé devra indiquer le pourcentage de révision appliqué par rapport au prix initial.

La révision se fait à la hausse, comme à la baisse.

La demande de révision de prix est à l'initiative du titulaire du marché. AgroParisTech valide ensuite cette dernière si elle respecte les conditions décrites ci-dessus.

Le titulaire s'engage à fournir le détail de ses nouveaux tarifs au SCAV ainsi qu'à la Direction des Affaires Financière et des Achats d'AgroParisTech.

## 7.7 Clause de sauvegarde

AgroParisTech se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché lors d'un changement de tarif, dès lors que le plafond de la clause butoir est atteint.

La décision de résiliation due à une telle augmentation des prix sera notifiée au titulaire au minimum un (1) mois avant la prise d'effet de cette décision.

## **7.8 Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et figurant au présent CCAP, l'ajout ou la suppression de fournitures et prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

## **7.9 Prestations similaires**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestation similaire en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 8. Normes**

Les normes applicables au marché sont les normes en vigueur mais également les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **Article 9. Considération environnementale**

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

## **Article 10. Représentation du titulaire**

### **10.1 Désignation**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution.

L'interlocuteur est désigné dans l'offre du titulaire.

### **10.2 Remplacement**

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, AgroParisTech de toute modification de l'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'un intervenant du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement de l'un interlocuteur.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement de l'intervenants dans le délai d'une semaine à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **10.3 Identification du personnel**

Chaque membre du personnel du titulaire intervenant dans les locaux d'AgroParisTech doit être identifié en amont et il doit porter en permanence un badge donné par AgroParisTech

### **10.3 Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

### **10.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel**

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux d'AgroParisTech. Il est tenu de réparer ou indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

## **Article 11. Obligation du titulaire**

### **11.1 Obligation d'alerte et d'information**

Le titulaire a un devoir d'alerte s'il décelé, lors de son intervention, des éléments potentiellement de nature à remettre en cause les résultats attendus au titre de ses prestations (par exemple : état des documents à numériser, qualité des données fournies, organisation des circuits de traitement, etc ...).

Le devoir d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et les menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à AgroParisTech tous les éléments qui paraissent de nature à compromettre la prestation.

AgroParisTech s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

### **11.2 Devoir d'informer les modifications en cours d'exécution**

Le titulaire est tenu d'informer sans délai à AgroParisTech les modifications survenant au cours d'exécution du contrat. En cas de manquement, AgroParisTech ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant découler, notamment des retards de paiement.

### **11.3 Assistance technique**

Le titulaire du marché devra fournir un accompagnement opérationnel (en ligne, par téléphone, voire site, etc...) durant toutes les opérations (numérisation et correction des copies), en complément de la formation effectuée et particulièrement en cas d'incident.

Cette assistance sera assurée pendant la période de numérisation et de correction des copies, avec une grande réactivité (4 heures maximum) quelle que soit la nature du problème.

### **11.3 Obligation de mise à disposition de documents**

Le titulaire du marché met à disposition les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le titulaire recourt en cours d'exécution du marché à des salariés détachés, il doit produire également au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard L.1262-2-1 du Code du travail.

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)



## **11.4 L'exécution des prestations**

Le titulaire du marché doit mettre en œuvre, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser la prestation conformément au CCTP. Le titulaire devra dématérialiser et numériser les copies dès la réception de celle-ci.

Pour la réalisation de la prestation qui lui incombe, le titulaire doit strictement respecter les caractéristiques de dématérialisation, les coûts et la qualité conformément au CCTP.

Si un manquement est constaté dans l'exécution de la prestation alors AgroParisTech imposera des pénalités conformément à l'article 19 de ce même CCAP.

## **Article 12. Délai d'exécution**

Le titulaire du marché s'engage à respecter les délais d'intervention imposés par le service dont émane la commande.

Si le titulaire se voit dans l'impossibilité de respecter le délai d'intervention de la prestation alors il doit informer au plus vite le service dont émane la commande et de proposer une solution pour effectuer la prestation demander sinon AgroParisTech se verra obliger de résilier le marché pour faute du titulaire.

## **Article 13. Obligation de l'acheteur**

AgroParisTech notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

## **Article 14. Vérification et contrôle des prestations**

### **14.1 Contrôle effectué par le titulaire**

Le titulaire s'engage à l'issue de la numérisation de chaque copie d'effectuer un contrôle (par exemple la lisibilité des copies, leur anonymisation, etc...). Ce contrôle fait partie intégrante de la prestation attendue.

### **14.2 Vérification des prestations**

Des agents sont désignés par le S.C.A.V pour la conduite des opérations de vérification des prestations livrées après la mise à disposition de la prestation.

Les opérations de vérification se déroulent en deux phases :

- Contrôle des copies en physiques : pointage des copies, contrôle de l'état et signalement d'éventuelle détériorations constatées.
- Contrôle des copies numériques produits par le titulaire : pointage des livraisons des copies numériques effectuées par le titulaire, vérification de leur anonymisation, la conformité des exigences décrite dans le CCTP.

Une organisation similaire est prévue pour le compte de l'Institut Agro Dijon.

### **14.3 Décision après vérification**

Après chaque phase de vérification le S.C.A.V rejette ou valide les copies numérisées. La décision prise communiqué par courriel.

En cas de rejet de la numérisation des copies alors le titulaire assume la reprise de cette numérisation.

## **Article 15. Cautionnement**

Le titulaire n'a pas à constituer un cautionnement.

## **Article 16. Suivi administratif du marché**

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

## **Article 17. Confidentialité**

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech. AgroParisTech pourra à tout moment demander au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations qui lui auraient été fournis

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

## **Article 18. Obligations liées à la conformité RGPD**

### **18.1 Opérations concernées**

Le titulaire du marché est tenu de respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) issu du règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » (article 4.2 du RGPD).

### **18.2 Rôle des parties**

Le Service des concours Agronomiques et Vétérinaires (ci-après SCAV) est « responsable du traitement » au sens de l'article 4.7 du RGPD : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement (...) »

Le titulaire est le « sous-traitant » au sens de l'article 4.8 du RGPD : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ».

Le sous-traitant du marché public est le « sous-traitant du sous-traitant » au sens de l'article 28.2 du RGPD : lorsque le « sous-traitant recrute un autre sous-traitant »

### **18.3 Obligations du titulaire**

Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.  
Recueillir l'accord préalable de l'établissement avant toute intervention d'un tiers dans le traitement des données personnelles en lien avec l'objet du marché.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le SCAV et l'Institut Agro Dijon à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Les coordonnées du Délégué à la Protection des Données (DPO) du SCAV et de l'Institut Agro Dijon seront transmises au titulaire consécutivement à la notification du marché.

Le titulaire notifie au Délégué à la Protection des Données (DPO) du SCAV toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance au moyen d'un courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Si la violation est le résultat d'une défaillance technique, la DSI d'AgroParisTech doit également être informée dans des délais maximum de 48H et par courriel.

La notification de la violation de données personnelles contient au moins :  
la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;  
le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;  
la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;  
la description des mesures préconisées pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Sur demande du DPO, le titulaire du marché met à la disposition la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

## **Article 19. Exécution financière du marché**

### **19.1 Avance**

#### **19.1.1 Montant de l'avance**

Il est fait l'application des articles R2391-7 et suivants du Code de la commande publique.

Si elle exprime le souhait dans l'Acte d'Engagement, l'entreprise titulaire peut bénéficier d'une avance de 30% d'une somme égale à douze mois le montant initial toutes taxes comprises du marché (ou lot) divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le titulaire renonce au versement de l'avance, il exprimera son souhait dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté d'une clause de variation de prix.

#### **19.1.2 Versement de l'avance**

En ce qui concerne son versement, celui-ci doit avoir lieu dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement de l'avance, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Les opérations effectuées par le titulaire d'un marché public qui donneront lieu à un versement d'avances seront constatées par un écrit établi par l'établissement ou vérifié et accepté par lui.

### 19.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par AgroParisTech.

L'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le marché public, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde (articles R. 2191-11, R. 2191-12, R. 2191-14 et R. 2191-19 du Code de la commande publique).

Le Titulaire déduira donc lors de sa facture finale, le montant de l'avance versée par AgroParisTech en le faisant figurer sur cette dernière.

### 19.2 Présentation des factures

Conformément à la loi n° 2019.486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

### 19.3 Règlement des sommes dues

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

## Article 20. Pénalités

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Par dérogations aux articles 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect par le titulaire des dispositions du présent marché. Cependant les pénalités sont plafonnées à 20% maximum de la valeur totale HT du marché. Le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté à AgroParisTech de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### 20.1 Pénalité pour l'indisponibilité des appareils permettant la dématérialisation et la numérisation des copies

En cas l'indisponibilité des appareils permettant la dématérialisation et la numérisation des copie. Le titulaire encourt par jour ouvrable de retard une pénalité s'élevant au montant indiqué ci-dessous jusqu'à ce que soit mis en conformité avec les éléments du CCTP et la proposition retenue.

	Retard sur le délai d'exécution Par jours ouvrés de retard en € H.T.
À PARTIR DE JOURS OUVRES DE RETARD	500
À PARTIR DE JOURS OUVRES DE RETARD EN PERIODE DE NUMERISATION ET DE CORRECTION DES COPIES	1000

### 20.2 Non-respect du délai d'assistance

En cas de manquement aux délais d'intervention ci-dessous exposés, le titulaire s'expose aux pénalités listées suivantes :

	Retard sur le délai d'intervention  Par heure de retard en € H.T.
À PARTIR D'UN HEURES  DE RETARD	50
À PARTIR DE QUATRE (4)	100

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)

HEURES DE RETARD	
------------------	--

### 20.3 Non-respect du délai d'exécution de la prestation

En cas de manquement aux délais d'exécution ci-dessous exposés, le titulaire s'expose aux pénalités listées suivantes :

	Retard sur le délai d'exécution Par jour de retard en € H.T.
À PARTIR D'UN JOUR DE RETARD	50
À PARTIR DE DEUX (2) JOURS DE RETARD	100

## Article 21. Circonstances exceptionnelles

### 21.1 Force majeure

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

### 21.2 Imprévision

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

## Article 22. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

En application de l'article 45 du CCAG FCS, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.



L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **Article 23. Responsabilités et assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

## **Article 24. Différends entre les parties**

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution ou d'interprétation du présent marché, les parties se rapprochent en vue de convenir d'un accord avant tout recours contentieux. A défaut, il est fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de contestations relatives à l'application du présent marché, le tribunal administratif de Versailles est seul compétent.

## **Article 25. Résiliation**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

## **Article 26. Attestations**

Le titulaire affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'aucune des personnes occupant dans ses établissements l'une des situations visées à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article.

Le titulaire déclare, qu'à la signature du marché, il dispose de l'ensemble des agréments et habilitations exigés pour l'ensemble des prestations concernées.

## **Article 27. Dérogations au CCAG - FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

CCAP Lot 4 : Dématérialisation des copies des concours d'entrée aux grandes écoles du vivant organisés par le SCA d'AgroParisTech et pour le suivi de l'évaluation des étudiants des classes passerelles Agro-Véto

Marché n°24CP08 Accord-cadre portant sur la réalisation du concours aux grandes Ecoles du vivant organisé par le service des concours agronomiques et vétérinaires d'AgroParisTech (SCAV)



Article(s) du CCAP	Article(s) du CCAG - FCS
Article 4	Article 4.1
Article 20	Article 14.1